

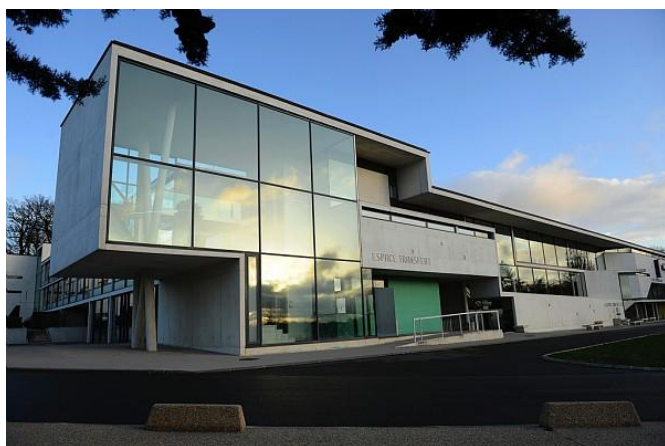


**MARCHE PUBLIC N° 2025-2265**

**PROCEDURE N° NAT0622025**

# **REALISATION D'UNE ETUDE DE FAISABILITE PORTANT SUR LA RENOVATION ET LA MISE A NIVEAU DU DATACENTER DU CENTRE INRIA DE SACLAY**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**



© Inria / Photo Kaksonen

Procédure	<b>Procédure adaptée</b> conformément aux dispositions des articles L2123-1 alinéa 1 et R2123- 1 alinéa 1
Périmètre du marché ou de l'accord cadre	<input checked="" type="checkbox"/> National <input type="checkbox"/> Siège <input type="checkbox"/> Centre de recherche
Nature de l'achat	<input type="checkbox"/> Scientifique <input checked="" type="checkbox"/> Non scientifique (Code de la commande publique)

☒ Recherche ☒ Innovation ☒ Informatique

### **NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

**Inria**

Domaine de Voluceau – Rocquencourt  
B.P. 105 - 78153 Le Chesnay  
Tél. : (+33) 01 39 63 55 11 / Fax : (+33) 01 39 63 53 30  
Service Achats Marchés  
Tél : 01.39.63.58.57  
E-mail : [sam@Inria.fr](mailto:sam@Inria.fr)

### **ADRESSE INTERNET ET PROFIL DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Adresse internet du pouvoir adjudicateur  
<http://www.Inria.fr>



## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3. PROCEDURE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5. ALLOTISSEMENT, FORME ET DUREE DU MARCHE</b>	<b>5</b>
5.1. ALLOTISSEMENT .....	5
5.2. FORME .....	5
5.3. DUREE .....	6
<b>ARTICLE 6. PRIX</b>	<b>6</b>
6.1. FORME ET CONTENU DES PRIX DELAIS .....	6
6.2. SUIVI DE LA VARIATION DES PRIX .....	6
<b>ARTICLE 7. EXECUTION DES BONS DE COMMANDE</b>	<b>7</b>
7.1. CONTENU DES BONS DE COMMANDE .....	7
7.2. DELAIS D'EXECUTION .....	7
7.3. MODIFICATION ET ANNULATION DES BONS DE COMMANDE .....	8
<b>ARTICLE 8. MODALITE DE FACTURATION ET REGLEMENT</b>	<b>8</b>
8.1. PERIODICITE DE LA FACTURATION .....	8
8.2. PAIEMENT .....	8
<b>ARTICLE 9. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10. MOYENS, COORDINATION ET ORGANISATION DES PRESTATIONS</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 11. PENALITES APPLICABLES</b>	<b>10</b>
11.1. PENALITES DE RETARD, MAUVAISE EXECUTION ET ABSENCE D'EXECUTION .....	11
11.2. AUTRES PENALITES .....	11
11.3. PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES VISEES A L'ARTICLE L.8221-3 ET/OU A L'ARTICLE L.8221-5 DU CODE DU TRAVAIL .....	11
11.4. FACTURATION DES PENALITES .....	12
<b>ARTICLE 12. VERIFICATION DES PRESTATIONS</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 13. PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 14. COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE</b>	<b>12</b>
14.1. COTRAITANCE OU CONSTITUTION EN GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISE (GME) .....	12
14.2. SOUS-TRAITANCE .....	13
<b>ARTICLE 15. ASSURANCE ET RESPONSABILITE</b>	<b>13</b>



15.1. ASSURANCE RESPONSABILITE PROFESSIONNELLE .....	13
15.2. RESPONSABILITE .....	14
<b>ARTICLE 16.DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 17.PRESTATIONS SIMILAIRES</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 18.MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 19.EXÉCUTION DES PRESTATIONS PAR UN TIERS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE DÉFAILLANT</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 20.RESILIATION DU MARCHE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 21.LIMITATION D'EXCLUSIVITE</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 22.DIFFERENDS ET LITIGES</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 23.DEROGATIONS AU CCAG PI 2021</b>	<b>17</b>



## ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre,

### **L'Acheteur**

**Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique (Inria)**

Domaine de Voluceau – Rocquencourt

BP 105

78153 Le Chesnay Cedex

Tél : 01 39 63 52 84

Service Achats Marchés

(Même adresse que ci-dessus)

Tél : 01 39 63 59 66 Fax : 01 39 63 51 28

Représenté par Monsieur Bruno SPORTISSE, Président Directeur Général

Et

### **Le Titulaire**

Le Titulaire est la société désignée dans l'acte d'engagement joint.

## ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude de faisabilité portant sur la rénovation et la mise à niveau du datacenter du centre Inria de Saclay.

Le centre de recherche Inria de Saclay souhaite étudier les possibilités d'évolution de son datacenter dans l'objectif d'optimiser et de renforcer sa capacité d'hébergement de moyens de calcul *High Performance Computing* et Intelligence Artificielle (HPC-IA).

Les caractéristiques des prestations attendues au titre de cet accord-cadre, ainsi que leurs conditions d'exécution et les dispositions contractuelles, sont définies dans le présent CCAP et le CCTP du marché.

## ARTICLE 3. PROCEDURE

Le marché est passé sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1 alinéa 1 et R2123-1 alinéa 1 du Code de la Commande Publique.

### **Référence de la nomenclature CPV :**

Code CPV	Libellé
71335000-5	Études techniques



## **ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Il est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous. En cas de contradiction entre les dispositions des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI :

- l'acte d'engagement ;
- l'annexe financière ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- les avenants éventuels à l'accord-cadre ;
- les bons de commande conclus sur la base de l'accord-cadre ;
- l'offre technique et financière du Titulaire ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-PI) selon l'arrêté du 30 mars 2021, non fourni.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents remis par le Titulaire ne pourra s'appliquer si elle est contraire aux dispositions du code de la commande publique et du présent marché, ces documents prévalant sur ceux du Titulaire.

Seul l'exemplaire original du marché conservé dans les archives d'Inria fait foi.

## **ARTICLE 5. ALLOTISSEMENT, FORME ET DUREE DU MARCHE**

### **5.1. ALLOTISSEMENT**

En application de l'article L2113-11 du code de la commande publique, la dévolution des prestations en lots séparés rendrait techniquement difficile leur exécution. Ce marché n'est donc pas alloti.

### **5.2. FORME**

Le présent marché est un marché ordinaire à bons de commandes. Il est conclu à prix global et forfaitaire. Toutefois, les prestations seront déclenchées par bons de commande dans la limite du montant maximum décrit ci-dessous.

Le marché est établi sur la base d'un prix global et forfaitaire qui rémunère l'ensemble des prestations. Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de commandes de 50 000 € HT sur la durée totale du marché.

Le marché ne comprend pas de prestations supplémentaires éventuelles, les variantes ne sont pas autorisées et aucune option n'est définie par le Pouvoir Adjudicateur.

Il est rappelé au Titulaire que les marchés conclus sans montant minimum ne créent aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur de passer des commandes.





### 5.3. DUREE

Le présent marché est conclu pour une période maximale de 12 mois à compter de sa date de notification. Il n'est pas reconductible.

La durée d'exécution des prestations sera toutefois inférieure et fixée dans le planning fourni par le Titulaire.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Leur exécution peut courir jusque 6 mois au-delà du terme de l'accord-cadre.

Le Titulaire sera tenu au respect de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché et/ou du dernier bon de commande émis, et au-delà, si nécessaire, pour les obligations afférentes à la confidentialité, à la propriété intellectuelle et à la protection des données personnelles notamment.

## ARTICLE 6. PRIX

### 6.1. FORME ET CONTENU DES PRIX DELAIS

Les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires. Le marché est établi sur la base d'un prix global et forfaitaire qui rémunère l'ensemble des prestations.

Chacune des six lignes de la DPGF sera activée par bon de commande.

Ce prix global et forfaitaire est décomposé dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF). Le taux de TVA n'est mentionné qu'à titre indicatif. En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe au taux en vigueur à la date du fait générateur.

Les prix proposés par le Titulaire sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais de déplacement et de séjours ainsi que les dépenses relatives à la rémunération des personnels que le Titulaire estimera nécessaire d'employer pour respecter les délais contractuels. Ils sont également réputés complets et comprennent la totalité des coûts directs et indirects nécessaires au respect des obligations énoncées dans le CCTP.

Les prix proposés lient le Titulaire du marché. Ainsi, ce-dernier ne pourra en aucun cas, proposer des prix supérieurs aux prix mentionnés dans la DPGF. Ils sont exprimés en euros.

Il est rappelé au Titulaire que les marchés conclus sans montant minimum ne créent aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur de passer des commandes.

### 6.2. SUIVI DE LA VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont fermes et non actualisables.



## ARTICLE 7. EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

### 7.1. CONTENU DES BONS DE COMMANDE

La réalisation des commandes est subordonnée à la réception par le Titulaire de bons de commande, émis par la/les personne(s) habilitée(s) Inria.

Les commandes, émises sous forme de bons de commande précisent notamment, outre l'identité et les coordonnées du demandeur (nom, prénom, téléphone et adresse de messagerie), les prestations décrites dans le marché dont l'exécution est demandée.

Les bons de commandes comporteront les mentions suivantes :

- le numéro de marché ;
- la désignation de la (ou des) prestation(s) commandées ;
- le prix ;
- le taux de TVA selon la réglementation en vigueur ;
- l'adresse d'exécution de la prestation ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- l'adresse de facturation ;
- le numéro du bon de commande ;
- le nom et coordonnées (téléphone et adresse de messagerie) de l'émetteur.

### 7.2. DELAIS D'EXECUTION

Le Titulaire exécute le marché dans le respect des délais prévus dans le CCTP et le planning de réalisation convenu entre les parties. A défaut de planning et de délais d'exécution dans le CCTP, ils seront fixés dans le bon de commande. En cas de non-respect de ces délais, les pénalités prévues à l'article 11 du présent CCAP seront appliquées.

Le Titulaire peut demander une augmentation de ces délais par tout moyen conférant date certaine à la demande. Inria se prononcera sur sa demande.

Lorsque le Titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution indiqués dans le présent accord-cadre et/ou les bons de commande et/ou des plannings et/ou devis établis du fait d'Inria, Inria prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Afin de bénéficier de cette prolongation, le Titulaire doit informer Inria, par tout moyen conférant date certaine, des causes faisant obstacles à l'exécution de l'accord-cadre, et ce, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Cette demande, qui fera l'objet de pourparlers entre les parties, indique :

- les références du bon de commande ou de la demande valant bon de commande ;
- les causes extérieures qui expliquent l'impossibilité de tenir les délais ;
- dans la mesure du possible, la durée de la prolongation souhaitée ;
- les coordonnées de la personne habilitée à recevoir la réponse d'Inria.



### 7.3. MODIFICATION ET ANNULATION DES BONS DE COMMANDE

Un bon de commande émis peut être annulé par notification d'une annulation. Le Titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants, et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Un bon de commande peut être modifié par notification d'une modification au Titulaire, si celle-ci concerne l'exécution des prestations (notamment le report par le pouvoir adjudicateur d'une date d'exécution ou de rendu des livrables). Si la modification concerne l'objet même des prestations ou leur quantité, le bon de commande fera l'objet d'une annulation notifiée au Titulaire par le pouvoir adjudicateur qui émettra un nouveau bon de commande prenant en compte ces modifications.

## ARTICLE 8. MODALITE DE FACTURATION ET REGLEMENT

### 8.1. PERIODICITE DE LA FACTURATION

Les prestations objet du présent marché sont **payées à terme échu** après validation du service fait par Inria.

Le Titulaire pourra toutefois demander des acomptes selon les conditions de l'article 8.2 du présent CCP. Sa demande devra être transmise avant émission de la commande et sera étudiée par Inria.

### 8.2. PAIEMENT

#### 8.2.1. Avance

Sans objet. Aucune commande ne sera supérieure à 50 000 euros HT.

#### 8.2.2. Acompte

Le présent marché donne droit à des acomptes mensuels dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG PI.

#### 8.2.3. Portail d'envoi des factures

Les paiements seront effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation d'une facture.

L'envoi des factures se fait sous format électronique, conformément à l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le dépôt se fait exclusivement sur le portail mutualisé Chorus Portail Pro à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

### **Mentions obligatoires de la facture :**





Les factures doivent comporter impérativement (sous peine de rejet) les informations suivantes :

- le numéro de SIRET, qui identifiera Inria en tant que destinataire de la facture : 18008904700013 ;
- le numéro d'engagement et le cas échéant le numéro de marché que vous trouverez sur le bon de commande Inria ;
- l'iban (non pas le RIB) ;
- les mentions obligatoires des factures que vous trouverez à l'adresse suivante : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31808>.

Il est impératif de référencer chaque facture à une et une seule référence d'engagement (commande). Les factures multi-commandes sont interdites.

Vous trouverez toutes les informations utiles sur l'envoi des factures à l'adresse suivante : <https://www.Inria.fr/informations-pratiques/depot-de-factures-en-ligne>

**Point de contact :**

Pour répondre à toutes questions relatives au paiement de vos factures, le service des dépenses est votre interlocuteur unique pour traiter les demandes d'informations relatives au traitement de vos factures :

- par mail : [sd-fournisseurs@inria.fr](mailto:sd-fournisseurs@inria.fr)
- par courrier :

Inria  
DAFP - Service des Dépenses – Bâtiment 8  
Domaine de Voluceau – Rocquencourt BP 105  
78153 Le Chesnay cedex France

#### 8.2.4. Délai de paiement

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire. Ses coordonnées bancaires sont jointes à l'acte d'engagement. Le mode de règlement applicable est le virement par mandat administratif.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 30 (trente) jours à compter de la réception de la facture conforme afférente au bon de commande Inria.

Les conditions administratives et techniques auxquelles sont subordonnées le mandatement et le paiement de la dépense sont elles-mêmes subordonnées aux conditions suivantes :

- Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par Inria, dès lors que celle-ci répond aux dispositions du présent marché ;
- ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date ;
- ou lorsqu'une procédure de constatation de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles doit avoir lieu si le marché le prévoit, à compter de la date à laquelle cette



conformité est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

## **ARTICLE 9. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le présent marché sera exécuté dans les locaux du Titulaire et au centre de recherche Inria de Saclay :

**Centre de recherche Inria de Saclay**  
Bâtiment Alan Turing  
Campus de l'École polytechnique  
1 rue Honoré d'Estienne d'Orves  
91120 Palaiseau  
Tél. : +33 (0) 1 72 92 59 00

## **ARTICLE 10. MOYENS, COORDINATION ET ORGANISATION DES PRESTATIONS**

Les dispositions relatives aux mens mis à disposition, à la coordination et à l'organisation des prestations sont décrites au sein du CCTP.

Le responsable technique désigné par Inria pour suivre l'exécution du présent marché est :

Albert BALESME  
RSTG du centre Inria de Saclay  
Mail : [albert.balesme@inria.fr](mailto:albert.balesme@inria.fr)  
Téléphone : 01-82-72-03-26

Tout changement de responsable technique d'une des parties sera porté sans délai à la connaissance de l'autre partie, par tout moyen de preuve permettant d'en donner date certaine.

## **ARTICLE 11. PENALITES APPLICABLES**

Les pénalités de retard et mauvaise exécution sont constatées au regard des délais indiqués dans le CCTP ou ses annexes, les bons de commande d'Inria et selon les modalités du présent article. Le calcul des délais s'effectue en jours ouvrés.

Si les délais et conditions d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à Inria, les pénalités prévues dans le présent article ne sont pas appliquées. Le retard ou la faute imputables à Inria sont constatés dans une attestation établie par le Titulaire et /ou par le représentant habilité d'Inria.

Tous les montants indiqués ou servant au calcul des pénalités sont des montants nets et les pénalités listées ci-après sont cumulables et non libératoires.



Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Inria se réserve le droit d'appliquer des pénalités sans mise en demeure préalable et dès le premier euro, par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG PI.

#### 11.1. PENALITES DE RETARD, MAUVAISE EXECUTION ET ABSENCE D'EXECUTION

Au-delà du délai contractuel de mise en service ou de correction, Inria se réserve le droit d'appliquer, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC, les pénalités dont le montant, calculé sur la base des jours et horaires ouvrés, s'élève à :

$$P = V \times R / 100$$

P = montant de la pénalité

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité. Cette valeur est égale au montant de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = nombre de jours ouvrés où l'inexécution ou la mauvaise exécution a été constatée.

#### 11.2. AUTRES PENALITES

Dans le cas du retard constaté et conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), les pénalités suivantes s'appliquent :

Cause	Montant forfaitaire par manquement
Absence à une réunion	100 € HT
Ordres du jour de réunion, plannings, tableau de bord de suivi de projet, comptes rendus de réunion	50 € HT
Non-respect des consignes ou règles de sécurité du site après premier rappel à l'ordre écrit du site	400 € HT
Non déclaration préalable de sous-traitance	100€ HT

#### 11.3. PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES VISEES A L'ARTICLE L.8221-3 ET/OU A L'ARTICLE L.8221-5 DU CODE DU TRAVAIL

Lorsque des formalités visées aux article L. 8221-3 et/ou 8221-5 du code du travail sont non acquittées par le Titulaire, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard jusqu'à la régularisation de la situation sera appliquée après mise en demeure préalable.

En cas de non régularisation de la situation dans le délai prévu par Inria ou dans un délai de 30 jours calendaires, le marché pourra être résilié, après mise en demeure préalable du Titulaire par lettre recommandée, pour faute du Titulaire, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant de l'ensemble des bons de commande exécutés.



#### 11.4. FACTURATION DES PENALITES

Inria dispose d'un délai de prescription de 4 mois pour réclamer les pénalités au Titulaire. Les pénalités sont applicables du seul fait du constat par Inria d'un manquement du Titulaire au regard de ses obligations. Il appartient à ce-dernier d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant l'annulation des pénalités sous 30 jours calendaires. Inria s'engage à étudier lesdites preuves et à apporter une réponse au Titulaire sous 30 jours calendaires.

Inria retiendra le montant des pénalités préalablement communiquées par émission d'un titre exécutoire notifié au Titulaire et précompte sur les factures à payer.

### ARTICLE 12. VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur, ou la personne habilitée à cet effet, dans les conditions du chapitre 5 du CCAG PI.

Les prestations pourront donner lieu à des réserves qui ne seront levées qu'après examen de la conformité des prestations selon les clauses spécifiques prévues dans le CCTP.

Inria dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI.

### ARTICLE 13. PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CONFIDENTIALITE

Dans le cadre du présent marché, il sera fait application des stipulations de l'article 35 du CCAG-PI.

### ARTICLE 14. COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

#### 14.1. COTRAITANCE OU CONSTITUTION EN GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISE (GME)

Le groupement d'entreprise est une association d'entreprises qui n'ont pas la capacité de répondre seules à un marché public et se regroupent donc en vue de se porter candidates. Le groupement n'a pas de personnalité morale et chaque entreprise membre dispose de la qualité de cotraitant.

Dans le cadre du présent marché, la cotraitance est acceptée et le choix de la forme du groupement est à la discrétion des cotraitants. Toutefois, Inria exige qu'une répartition claire des prestations (en termes de périmètre et en euros) soit définie dans l'acte d'engagement du marché public si le groupement est conjoint et que le mandataire habilité par le groupement soit l'entreprise exécutant la plus grande part financière.

Pour ce marché public, il est interdit de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements. Également, un candidat ne peut être désigné mandataire de plus d'un groupement candidat.



Conformément aux dispositions de l'article 12.1.2 du CCAG-PI, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique précisé dans l'acte d'engagement. Les demandes de paiement et les communications sont effectuées uniquement par le mandataire.

Dans le cadre du présent marché, il est toutefois permis aux co-traitants de groupements conjoints de présenter leurs propres demandes de paiement accompagnées d'une preuve datée de validation de la facture par le mandataire. Les sommes dues seront payées sur le compte précisé par chaque co-traitant dans l'acte d'engagement.

Il est rappelé aux candidats qu'un nouveau service de [bourse à la cotraitance](#) est proposé sur le portail « entreprises » de la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) pour leur faciliter la mise en relation avec d'autres entreprises avant de répondre à des marchés de l'Etat de manière groupée.

#### 14.2. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire ne peut sous-traiter une partie de ses obligations au titre du marché qu'après déclaration préalable à Inria et agrément écrit du ou des sous-traitants par le Pouvoir Adjudicateur. Le DC4 peut être fourni après la signature du marché mais toujours préalablement à toute exécution par le sous-traitant.

Dans le cas où le Titulaire sous-traite une partie des prestations lui incombant au titre du marché, il communique au sous-traitant les obligations lui incombant et reste totalement garant et responsable vis-à-vis d'Inria de l'ensemble des prestations et obligations à la charge du sous-traitant.

Il est rappelé aux parties que conformément à l'article L. 2193-2 du Code de la commande publique, la sous-traitance de la totalité d'un marché public est interdite.

##### **Paiement au sous-traitant**

Dans l'hypothèse du paiement direct par le pouvoir adjudicateur, lorsque le montant dû au sous-traitant, dans chaque facture, est supérieur ou égal à 600 euros TTC, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire qui la transmet, après acceptation, à la personne publique conformément aux articles R2193-11 et suivants du code de la commande publique.

Le délai de paiement du sous-traitant est identique à celui applicable au Titulaire. Ce délai de paiement du sous-traitant court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de la facture validée par le Titulaire.

## **ARTICLE 15. ASSURANCE ET RESPONSABILITE**

#### 15.1. ASSURANCE RESPONSABILITE PROFESSIONNELLE

Le Titulaire garantit Inria contre tout dommage occasionné aux personnes, aux bâtiments et/ou aux équipements se trouvant sur le centre Inria et causé par son personnel, lors de l'exécution des prestations sur un site d'Inria.





Le Titulaire a attesté avant notification du présent marché, qu'il a contracté l'ensemble des assurances nécessaires pour couvrir les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités au titre de son activité professionnelle.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG PI, le Titulaire est tenu de transmettre à Inria, dans un délai maximum de quinze jours ouvrés à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution des prestations, la preuve de la souscription à des contrats d'assurances le couvrant au regard des garanties susmentionnées, au moyen d'une attestation d'assurances établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG PI, à tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande d'Inria et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Le Titulaire s'assure également que les éventuels sous-traitants qu'il présenterait à Inria disposent des assurances nécessaires à l'exécution des prestations.

## 15.2. RESPONSABILITE

Sauf faute lourde telle que définie à l'article 39 du CCAG PI, le montant toutes taxes comprises des sommes versées par le titulaire suite à l'engagement de sa responsabilité contractuelle, pour quelque cause que ce soit, est plafonné au montant total HT exécuté du marché.

Le Titulaire ne sera en aucun cas responsable des pertes de bénéfices ou d'exploitation d'Inria, de l'atteinte à l'image et des recours de tiers.

## ARTICLE 16. DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Le Titulaire est tenu de produire tous les 3 mois et jusqu'à la fin du marché, les pièces, à jour, prévues aux articles L.8222-1 du code du travail (pour les entreprises domiciliées en France), à savoir :

- un justificatif d'immatriculation, prérempli sur la plateforme, qu'il suffit de valider en ligne ;
- une attestation de déclarations et de paiement délivrée par votre organisme social (exemple : l'attestation de vigilance électronique disponible en temps réel sur le site de l'URSSAF [www.urssaf.com](http://www.urssaf.com)) ;
- la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail.

A défaut, Inria mettra en demeure le Titulaire de bien vouloir respecter cette obligation dans un délai de 10 (dix) jours calendaires à compter de ladite mise en demeure. Si cette dernière reste sans effet, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire.

Ces pièces et attestations peuvent être déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Inria, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>



## **ARTICLE 17. PRESTATIONS SIMILAIRES**

En application de l'article R2122-7 du Code de la Commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire.

## **ARTICLE 18. MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE**

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, Inria se réserve la possibilité de modifier le présent marché. Le marché initial pourra être modifié en cours d'exécution d'un commun accord entre les parties.

Ces modifications pourront être apportées lorsque cela s'avère nécessaire, notamment et de manière non limitative :

- En raison des évolutions technologiques et normatives susceptibles d'apparaître à tout moment en cours d'exécution du contrat ;
- En raison de l'apparition d'évènements extérieurs aux parties ;
- En raison de services supplémentaires non prévisibles à la notification du marché à la condition que ces services ne dépassent pas l'objet du présent accord-cadre ;
- En raison de prestations similaires supplémentaires telles que prévues par l'article R2122-7 du code de la commande publique ;
- En raison d'une modification de sa situation administrative, le Titulaire doit impérativement en informer Inria par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 3 mois avant la date de cession demandée et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement.

Toutefois, les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle du marché initial.

La modification engendrée par la mise en application des présentes stipulations sera matérialisée par un avenant.

## **ARTICLE 19. EXÉCUTION DES PRESTATIONS PAR UN TIERS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE DÉFAILLANT**

En cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire, Inria peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire (le tiers sera payé en lieu et place du Titulaire). Cette exécution débutera 10 jours ouvrés inexécution du Titulaire suite à la mise en demeure.



S'il n'est pas possible pour Inria de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations par le tiers désigné par l'acheteur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas

## **ARTICLE 20. RESILIATION DU MARCHE**

---

Le marché peut être résilié à tout moment dans les conditions décrites au chapitre 7 du CCAG PI.

Le marché étant conclu sans montant minimum d'achat, la résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire par dérogation à l'article 40 du CCAG PI.

## **ARTICLE 21. LIMITATION D'EXCLUSIVITE**

---

En cas de mauvaise exécution répétée des prestations, Inria se réserve la possibilité de lever l'exclusivité dont dispose le Titulaire et de passer commande pour les prestations à un autre fournisseur.

La mise en œuvre de ces dispositions n'est pas libératoire et n'exclut donc pas l'application éventuelles des pénalités prévues à l'accord-cadre et ne constituerait pas une mesure de résiliation de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 22. DIFFERENDS ET LITIGES**

---

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient surgir pour l'interprétation ou l'exécution du présent marché.

Tout différend entre le Titulaire et Inria doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à Inria dans le délai de 2 mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Inria dispose d'un délai de 2 mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.



Le présent marché est un contrat de droit public, il relève des juridictions administratives compétentes en cas de litige.

En complément de l'article 43 du CCAG PI, il est précisé que tout litige persistant sera porté devant le Tribunal Administratif de Versailles.

## ARTICLE 23. DEROGATIONS AU CCAG PI 2021

Article du CCAP	Article du CCAG PI auquel il est dérogé
4	4.1
11	14.1.1
11	14.1.3
11.1	14.1
12	28.2
20	38
22	43